

Crise systémique et Etat stratégie

Lundi de la Cybersécurité du 15 novembre 2021

Bernard Besson

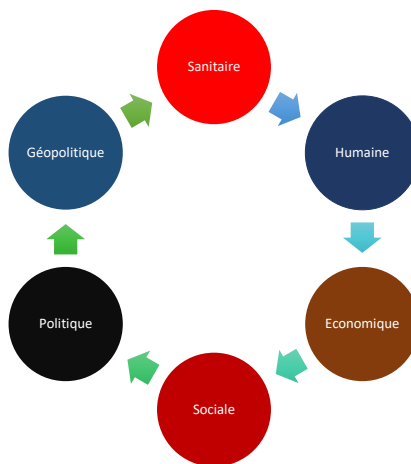
Président du comité scientifique de
l'intelligence économique de la
Société des ingénieurs et
scientifiques de France



IESF
SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS ET
SCIENTIFIQUES DE FRANCE



Une crise systémique





Une cyber sécurité systémique

Sanitaire	Humaine
Economique	Sociale
Politique	Géopolitique



Une cyber sécurité entre crise et Etat-stratégie

Pass sanitaire	Données personnelles
Audits de cybersécurité	Fraudes sociales
Contre espionnage numérique	Souveraineté numérique

L'Etat sommé de rendre des comptes

- Principe de précaution
- Mise en danger d'autrui
- Responsabilité pénale des personnes morales
- Contentieux judiciaires
- Expertises
- Entrée en scène de la norme internationale par le biais des contentieux



Rapport Cour des Comptes
2021, l'impréparation



Conséquences systémiques:

- Souveraineté sanitaire
- Souveraineté industrielle
- Souveraineté cyber
- Défiance vis-à-vis de la science
- Approvisionnements défaillants
- Crise énergétique
- etc...

Proposition de loi du Sénat du 25 mars 2021 Programme national d'intelligence économique

- PROPOSITION DE LOI
- Portant création d'un programme national d'intelligence économique, présentée par Mme Marie-Noëlle LIENEMANN, M. Fabien GAY, Mmes Cathy APOURCEAU-POLY, Éliane ASSASSI, MM. Jérémy BACCHI, Éric BOCQUET, Mmes Céline BRULIN, Laurence COHEN, Cécile CUKIERMAN, Michelle GRÉAUME, MM. Pierre LAURENT, Gérard LAHELLEC, Pierre OUZOULIAS, Pascal SAVOLDELLI et Mme Marie-Claude VARAILLAS,
- Sénatrices et Sénateurs



Titre I Cadre général

- Prise en compte des différentes menaces sur différents échiquiers.
- Rappel des quelques textes relevant de la sécurité économique et des précédents rapports parlementaires.



Les secteurs bénéficiaires

- Ce programme engage des actions, en particulier, dans les domaines de :
- 1° La recherche ;
- 2° La formation ;
- 3° L'intelligence juridique ;
- 4° Le renseignement ;
- 5° L'anticipation technologique, géoéconomique et normative ;
- 6° L'analyse et le suivi des enjeux européens et internationaux.



Titre II Mise en œuvre du programme

- Un Secrétariat général à l'intelligence économique (SGIE) est créé sous l'autorité du Premier ministre.
- Il est créé un emploi de chargé d'intelligence économique auprès de chaque ministre.
- Ces chargés d'intelligence économique ont pour mission d'assurer la prise en compte des enjeux de l'intelligence économique dans l'action de chacun des ministères.
- Ce réseau de correspondants d'intelligence économique au sein de chaque ministère est coordonné par le SGIE.



Titre III L'organisation à l'international

- Ambassades et chargés d'IE
- Actions d'influence en lien avec l'économie et le culturel.
- Coordination avec Business France et l'Agence française de développement à l'international.



Titre IV Mobilisation des territoires

- Article 17
- Il est instauré une conférence biannuelle d'intelligence économique multi-acteurs réunissant l'État, les collectivités territoriales, en particulier les régions, et les corps sociaux intermédiaires, en particulier les entreprises et les syndicats, afin d'anticiper les menaces et les opportunités.



Titre V Des fonctionnaires et agents publics

- Article 18
- « Chaque fonctionnaire ou agent de l'État, comme des collectivités territoriales, devra recevoir lors de sa prise de fonction un document relatif aux points de vigilance établis par le Secrétariat général à l'intelligence économique en matière d'intelligence économique. »



Titre VI Du parlement

- Article 20
- Il est créé une délégation parlementaire à l'intelligence économique.
- Présidée alternativement par un député ou un sénateur, elle est composée de dix députés et de dix sénateurs. Ils sont désignés par le Président de chaque assemblée de manière à assurer une représentation proportionnelle.
- La délégation a pour mission d'assurer le contrôle de l'activité gouvernementale en matière d'intelligence économique.



Titre VII Conseil national de l'intelligence économique

- Article 23
- Le Conseil national.... peut proposer des actions, de dimension nationale, européenne ou internationale, visant à soutenir la sécurité économique française, sa compétitivité sur le long terme, à renforcer ses moyens d'anticipation (veille stratégique), en optimisant son potentiel d'innovation, en organisant une communication d'influence, et en protégeant son patrimoine immatériel.



Et maintenant, comment fait-on concrètement ?

Les pathologies de l'Etat-stratège...

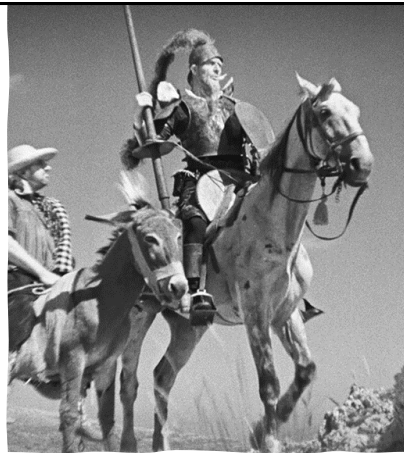
- Le Ministère de la Santé,
- > La Direction Générale de la Santé,
- > La Direction de la Santé Publique,
- > Santé publique France,
- > La Direction de la Haute Autorité de Santé,
- > Les directions des Agences Régionales de Santé,
- > La Direction de l'Agence Nationale Sanitaire,
- > La Direction de l'Alliance Nationale pour les Sciences de la Vie et de la Santé,
- > L'Agence Epidémiologie-France,
- > Le Centre National de Recherche Scientifique en Virologie Moléculaire,
- > L'Agence Nationale de sécurité du médicament et de la Santé,
- > Le Conseil Scientifique de la Présidence de la République,
- > Le Haut-Commissariat de lutte contre les Epidémies,
- > Le Haut Conseil de Veille Sanitaire,
- > L'Agence Nationale de Sécurité de Logistique Médicale,
- > Le Haut conseil d'orientation pour la stratégie vaccinale



Référence et mode d'emploi de l'Etat stratège



L'invention du réel



Elargissement
du réel

- L'Etat stratégique (ou l'entreprise) regarde au-delà de la barrière des métiers, des silos de connaissances, des routines...

Pensée analytique et systémique

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Immobilisé	Capitaux propres
	Provisions
Circulant	Dettes
Crédits	Emprunts
Crédits Clients	Dettes fournisseurs
Crédits mobilières de placement	Dettes fiscales et social
Disponibilités	et charges à payer)
TOTAL GENERAL	TOTAL GENE



Pérénnité et légitimité de l'Etat stratège



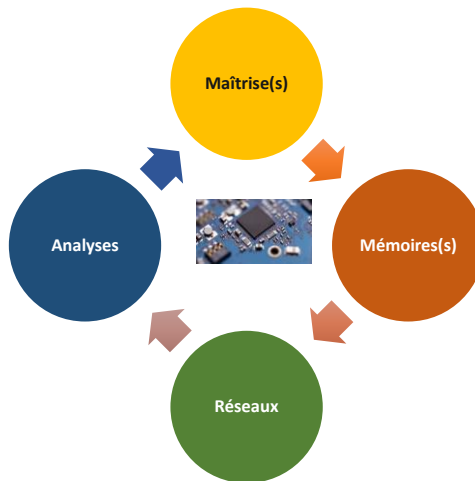


Mutations douloureuses

- Dynamitage des silos
- Libération des compétences



La pyramide ne fonctionne plus....



Etat fluide et innovations

- Defense Advanced Project Agency



- Biomedical Advanced Research and Development Authority



- Télésanté

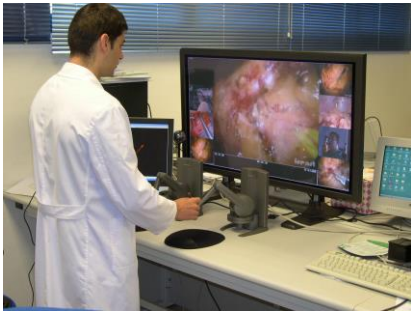


- Télésanté



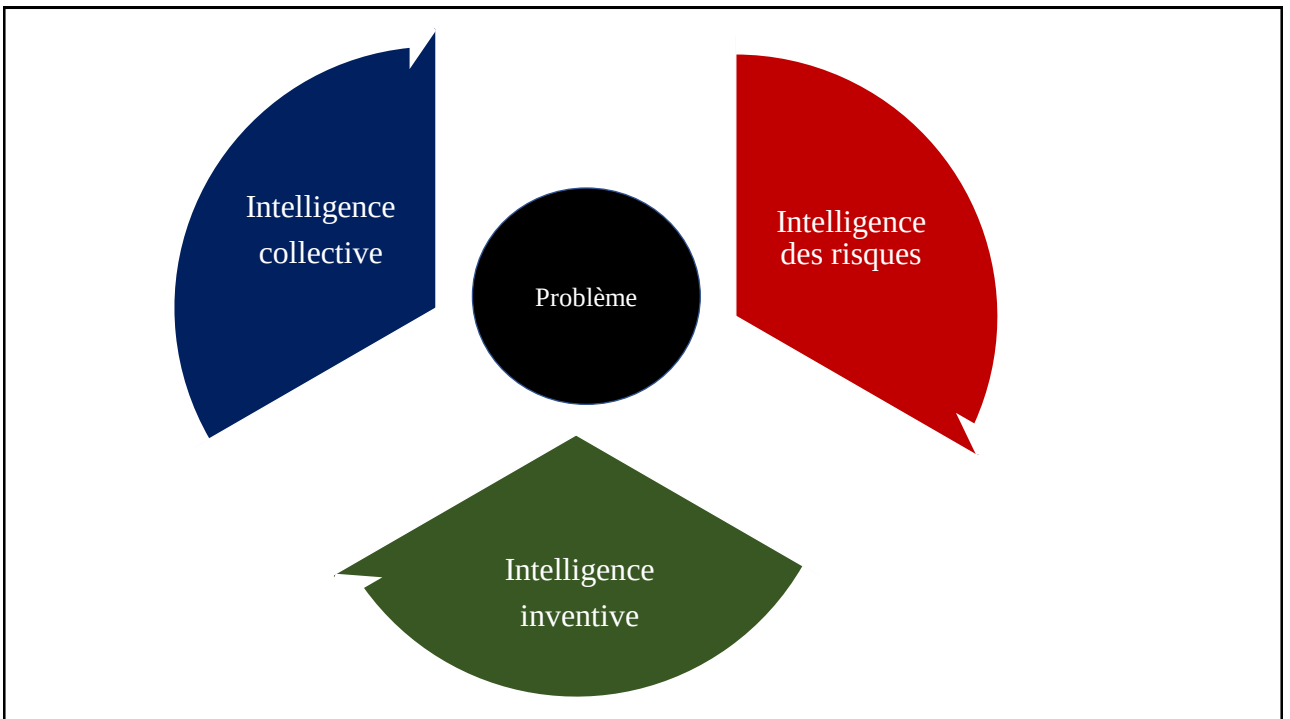
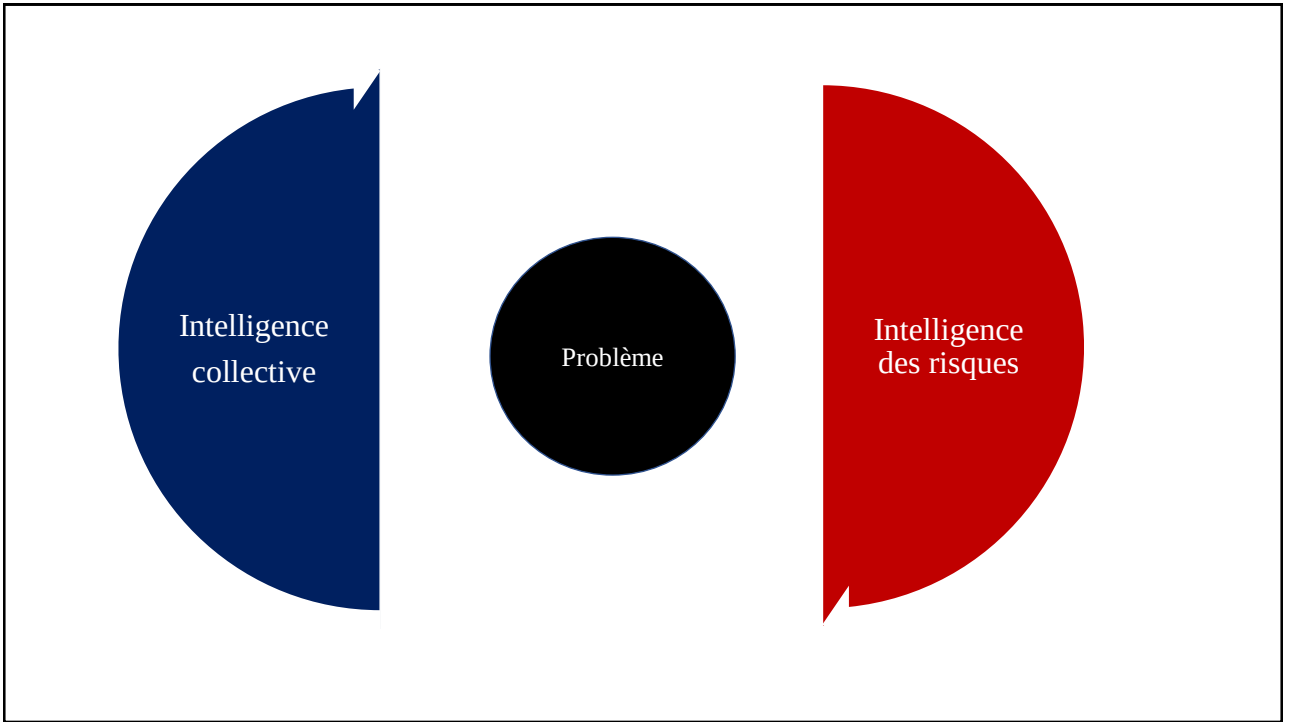
- Avec quel argent ?

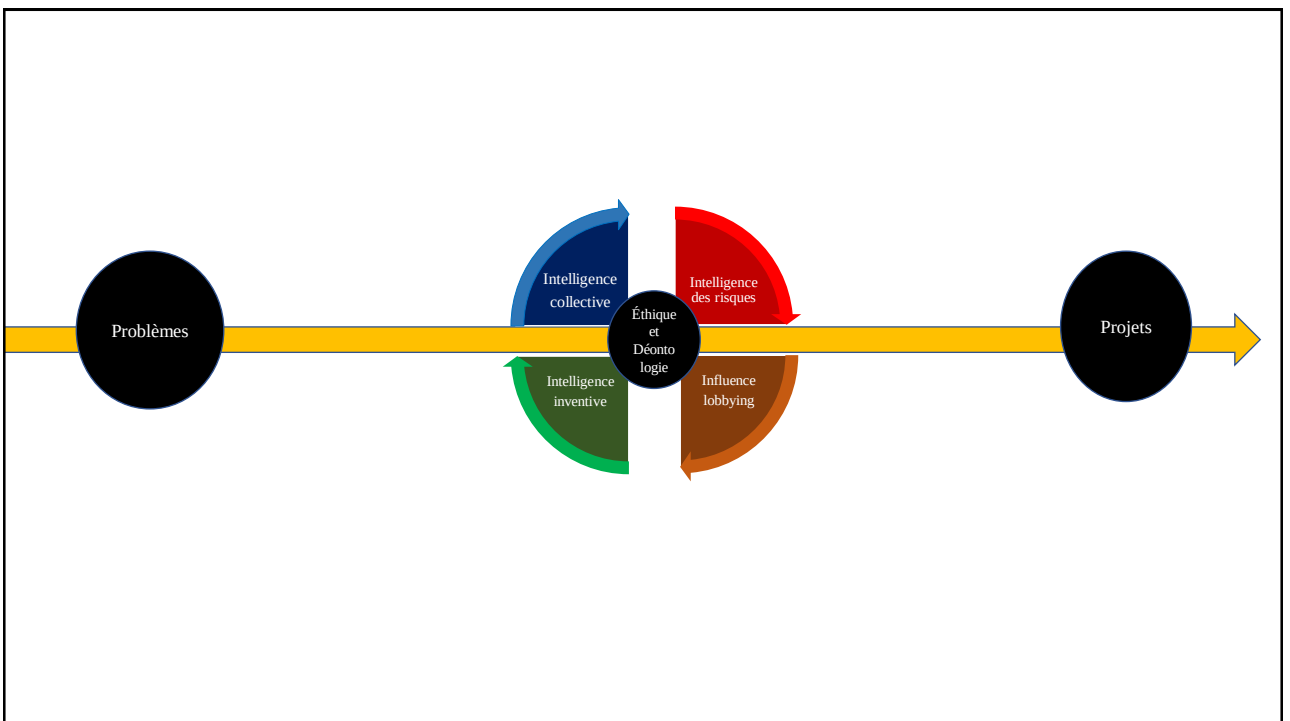
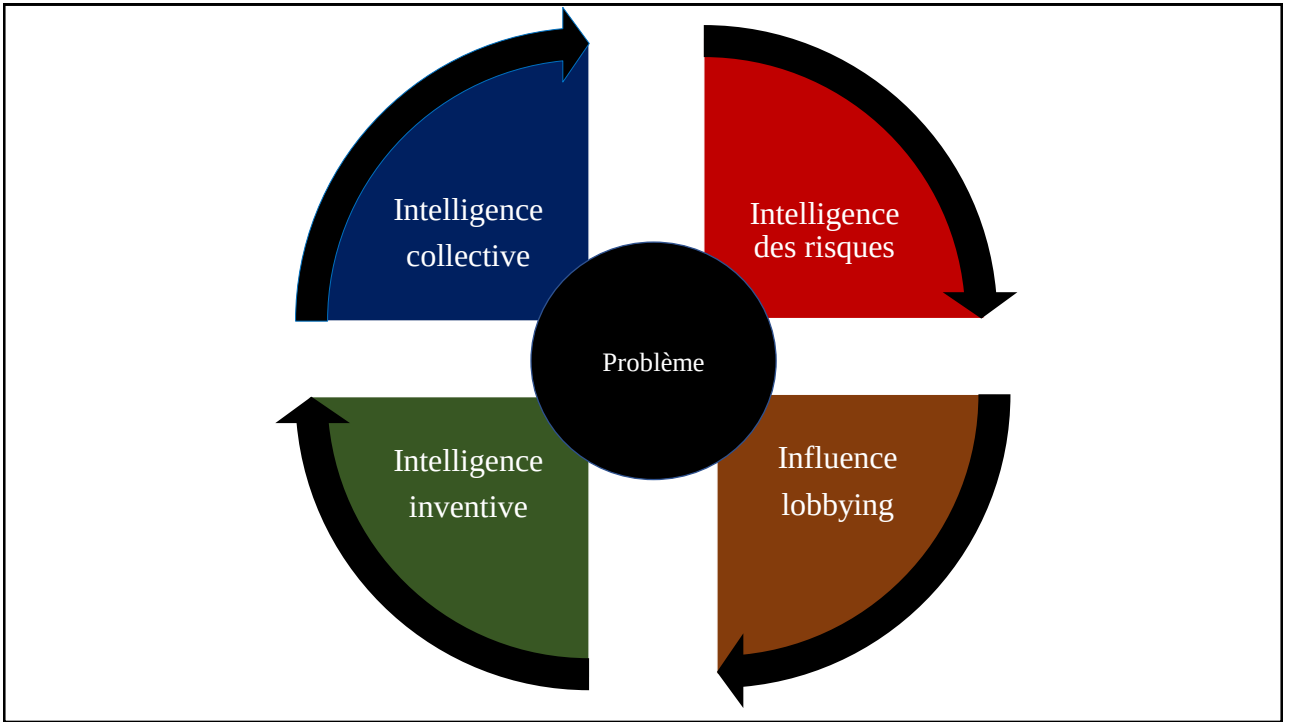
- Télésanté



Fraude sociale entre 52 et 75 milliards par an...









The collage features several elements: a modern building with large windows; the IESF logo with the text 'SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCE'; a man in a dark suit standing; a woman in a white shirt and dark pants; a circular diagram with four colored quadrants (blue, red, brown, green) labeled 'Intelligence collective', 'Intelligence des risques', 'Influence lobbying', and 'Intelligence inventive', with a central black circle labeled 'Éthique et déontologie'; and a town hall building with the word 'MAIRIE' on its facade.

Cybersécurité et influence

- Elle est une science, une histoire, un métier, un ensemble de normes, de process, elle est un marché, une sécurité, une sûreté, elle innove, elle protège, elle est un objet scientifique, devenu un **sujet politique...**





La cybersécurité est
devenue un acteur
politique

Les Lundi de la
Cybersécurité

La cyber au service de la réindustrialisation...



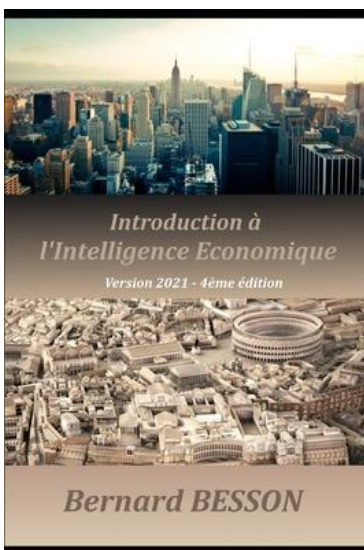
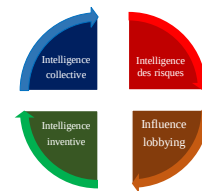
- L'épargne des Français pourrait aller vers une cryptomonnaie souveraine...
- Protégée par la cybersécurité européenne...
- Adossée à un Internet mieux cyber protégé...
- Par exemple RINA...

L'Etat stratège a toujours été une représentation...



Les choses ne changent pas, change ta manière de les voir; cela suffit...

Lao Tseu



Merci de votre attention !